

Burundi : Beaucoup d'anciens enfants soldats « traînent dans la misère »

IRIN, 6 avril 2011 BUJUMBURA - Parmi les 3 421 anciens enfants soldats concernés par le processus de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR), les plus chanceux sont retournés à l'école, mais la plupart traînent dans la misère, ont dit à IRIN certains responsables. « Tous les jours nous en recevons qui nous disent que leur vie est minée par la pauvreté, ce qui les empêche de progresser » a dit Serge Mpawenayo, qui supervise d'anciens enfants soldats résidents dans la commune de Matongo, dans la province de Kayanza.

Cyprien Ndayishimiye, responsable d'anciens enfants soldats dans la province de Bubanza, a indiqué que ceux qui vivaient dans les provinces de Bubanza et de Cibitoke, au Burundi occidental, se trouvaient face aux mêmes difficultés. Selon M. Ndayishimiye, la situation de beaucoup de ces anciens enfants soldats est « dangereuse », car même ceux qui ont reçu une formation professionnelle durant la réinsertion n'ont pas encore trouvé d'emploi rémunérateur d'activité gagnatrice de revenus. Beaucoup ont même vendu le matériel qu'ils avaient reçu dans le cadre du DDR, par exemple une machine à coudre pour ceux qui avaient appris la couture, ou un rabot pour ceux qui avaient espéré que la menuiserie pourrait les aider, a dit M. Ndayishimiye.

Financements Le programme DDR au Burundi a commencé en 2005, deux ans après la fin de la guerre civile, marquée par la mise en place d'un gouvernement provisoire. Initialement, la Banque mondiale finançait le Programme de Démobilisation et de Réinsertion Transitoire, mais ce financement a pris fin en juillet 2010. C'est le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) qui, par l'intermédiaire d'ONG locales, soutient désormais le programme. Selon Bakary Sogoba, responsable de la protection de l'enfance pour l'UNICEF au Burundi, le rôle de l'agence dans le processus de démobilisation concernait le plaidoyer, les groupes armés, l'identification des enfants et de leur famille, le soutien pour la période de transition, la recherche des familles, la réunification des enfants et de leur famille, le soutien du processus de coordination en général et le suivi de la période de après la réunification. « Dans le contexte de démobilisation des enfants associés aux groupes [rebelle] forcés armés depuis le mariage [du programme], l'UNICEF a reçu le soutien de la coopération française et de la Belgique, qui ont contribué un total d'au moins 591 000 dollars, » a dit M. Sogoba. Désiré Ndagijimana, porte-parole du programme DDR, a dit à IRIN que quelque 3 041 anciens enfants soldats avaient suivi le programme DDR entre 2005 et 2008, et 380 entre 2009 et 2010. M. Ndagijimana a dit que ceux qui avaient repris leurs études après avoir retrouvé leur famille s'en étaient mieux sortis. « Ceux qui sont à l'école ont moins de problèmes parce qu'ils réussissent à l'école, » a dit à IRIN M. Ndagijimana, en ajoutant que cela concernait 102 enfants qui sont retournés au collège, 23 à l'école primaire et le reste au lycée. Certains s'en tirent bien. M. Ndagijimana a indiqué que certains de ceux qui ont repris leurs études sont maintenant à l'université. Ceux qui avaient été blessés quand ils faisaient office de soldats continuent à recevoir une assistance médicale du programme DDR, a-t-il dit. Parmi les anciens enfants soldats qui ont suivi le DDR, 380 avaient servi dans les Forces nationales de libération (FNL), le dernier des groupes rebelles à rejoindre le gouvernement. « Au moment de la séparation, nous les avons séparés des adultes dans un centre de transit. Puis nous avons essayé de définir avec eux quelle formation professionnelle pourrait les aider, de façon à ne pas les envoyer affronter des conditions où ils pourraient être tentés de recourir au vol, » a-t-il dit. « Dans la dernière phase, nous leur avons donné de l'argent et du matériel qui, selon eux, pourrait les aider ; ceci a été fait une fois les enfants réunis avec leur famille. » Si M. Ndagijimana a minimisé les problèmes auxquels sont confrontés les anciens enfants soldats quand ils reprennent leurs études, un groupe de Bubanza a dit avoir des difficultés parce qu'ils n'avaient pas de quoi payer les frais de scolarité. Ils ont dit qu'ils pouvaient se faire renvoyer s'ils n'étaient pas en mesure de payer ces frais. M. Ndagijimana a dit à IRIN que les anciens enfants-soldats qui choisissaient de retourner à l'école après leur démobilisation continuaient de recevoir le soutien de l'UNICEF. « Outre sa responsabilité vis-à-vis des enfants associés aux groupes armés et qui ont été systématiquement démobilisés, l'UNICEF s'occupe d'autres enfants, connus sous le nom d'enfants auto-démobilisés », c'est-à-dire ceux qui ont décidé de rentrer chez eux sans passer par les structures de démobilisation reconnues, » a dit M. Sogoba. Radhika Coomaraswamy, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, s'est rendue au Burundi en 2007 et a félicité le pays pour ses efforts de démobilisation des anciens enfants-soldats. [FIN] [Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]